

Craponne, le 18 novembre 2020

M. Julien Denormandie, Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

**Objet : mise en péril de la filière de valorisation des résidus organiques - projet de Décret relatif aux critères de qualité agronomique et d'innocuité selon les conditions d'usage pour les matières fertilisantes et les supports de culture**

Monsieur le Ministre,

Avec un délai contraint de 2 semaines de consultation préalable des parties prenantes, vos services ont mis en circulation le 12 novembre un projet de décret sur la gestion des matières fertilisantes qui impacte de façon dramatique la filière organique française de l'assainissement, épandage, compostage et méthanisation des boues d'épuration et digestats, déchets végétaux et ménagers, biodéchets. Ce texte met en effet en péril la survie d'un secteur porteur, avec (1) un parc de plus de 2 milles sites pour (2) une production de 6 millions de t/an de compost, mais également (3) la valorisation par épandage de plus de 15 millions de m3 de fertilisants produits à partir de digestats et boues résiduaires, et enfin, près de 50 000 emplois dont plus de la moitié dans le monde rural.

Soumis à débat avec la profession en mode d'urgence en période de confinement, ce document sous sa forme actuelle est tout à fait contre-productif et oriente de fait vers l'enfouissement et l'incinération plusieurs millions de tonnes de fertilisants actuellement recyclés. Pourtant, les politiques publiques, déclinées dans la feuille de route pour l'économie circulaire (FREC) de 2018, prônent à *utiliser davantage de fertilisants organiques et à réduire à la source les déchets agricoles*. En outre, il est reconnu que le retour au sol des matières fertilisantes conformes à la norme NFU 44051 et des boues et digestats liquides sous procédure de plan d'épandage répond aux besoins de la société.

Dans ces conditions, le Réseau Interprofessionnel des Sous-Produits Organiques (RISPO), association loi de 1901 qui fédère près d'une centaine d'acteurs, s'étonne de l'absence de toute étude d'impact préalable pour apprécier les lourdes conséquences de ce bouleversement du cadre réglementaire existant, pourtant satisfaisant en termes d'innocuité. Compte tenu des enjeux associés à ce projet qui fait peser de très lourdes incertitudes sur l'ensemble de la filière organique de retour au sol, nous souhaitons vous rencontrer afin d'aborder ces sujets.

Dans l'attente de votre retour, nous vous remercions pour l'attention portée à notre démarche, bien respectueusement

Emmanuel ADLER, Président

